



Marie-Claire Nnana, journaliste, et directrice générale de la Société de presse et d'éditions du Cameroun (Sopécam), éditrice du quotidien gouvernemental Cameroon Tribune, a réagi suite aux [accusations portées par le journal panafricain, Jeune Afrique](#), sur la première dame du Cameroun, Chantal Biya.

Extrait

On connaissait l'hostilité de la presse hexagonale pour le pouvoir de Yaoundé. On ne s'en émeut guère, en règle générale, même lorsque cette hostilité se manifeste par une lecture très partielle, voire partielle de l'actualité de notre pays, ou par des jugements à l'emporte-pièce sur nos dirigeants et leur capacité à manager les défis, les espoirs, les crises, les fractures.

Après tout, le Cameroun n'est pas une île. On peut considérer que la presse étrangère a le droit de porter un regard singulier sur les évolutions du pays, un regard nourri de ses propres préjugés et poncifs, tributaire d'une grille de lecture occidentale, qui préférera toujours décrire une Afrique fantasmée plutôt que l'Afrique vécue.

L'Afrique réelle, celle que nous vivons, celle que nous sommes. Ainsi, lorsque l'hebdomadaire Jeune Afrique paraissant à Paris, publie cette semaine son dossier intitulé « Madame la présidente », on ne peut que sortir de sa réserve.

Car sous le prétexte d'une enquête banale sur l'affirmation progressive d'une première dame qui évolue « à l'ombre de son mari », nos confrères se targuent en réalité de démontrer une certaine impuissance du président élu devant la captation du pouvoir par son épouse. Une espèce d'usurpation de mandat par le conjoint, qui est telle qu'il existe désormais un « système Chantal Biya ».

Ce qui n'est que pure chimère au regard de la réalité. Paul Biya tient fermement les rênes du pouvoir, n'en déplaît aux détracteurs du Cameroun. Il nomme, il révoque parce que c'est sa décision, et non parce qu'il est sous influence. Le dossier de Jeune Afrique veut pour preuve de cette influence, que des personnalités qui auraient dû sortir du gouvernement ont été maintenues.

C'est ignorer la sociologie du pouvoir à la Camerounaise : Paul Biya, le maître des horloges, a une gestion très particulière du temps. Celui de la rétribution, comme celui de la correction. Avec lui, les ministres le savent, tout décodage au premier degré est risqué. Le maintien n'est pas toujours un signal positif, ni le limogeage un désaveu définitif. (...) On le voit, le but véritable de cette « enquête » est de montrer, même à l'aide de contre-vérités, que le Cameroun est une République bananière évoluant sous les caprices d'une première dame à qui son époux ne peut rien refuser. Et non pas un Etat de droit dont le chef garantit les libertés publiques et les droits individuels. C'est loufoque. (...) "